



BUDGET PRIMITIF 2016

Note de Présentation

Conseil Municipal du 21 mars 2016

Introduction

Le Budget Primitif 2016 s'élève à **29 992 330,00 €** (mouvements d'ordre et réels) :

- 22.875.945 € en fonctionnement
- 7.116.385 € en investissement.

Pour la troisième année consécutive, celui-ci a été préparé dans un contexte très contraint de baisse des dotations de l'Etat.

Un plan de 50 milliards d'économies a été engagé, mettant à contribution l'ensemble des acteurs publics, **impactant ainsi les budgets locaux jusqu'en 2017.**

Les collectivités locales sont sollicitées à hauteur de 11 MD€, **soit 3,67 MD€/an**, après une première baisse des concours de 1,5 MD€ en 2014.

La ville de Montataire, comme beaucoup de collectivités, risque l'effet ciseaux qui s'annonce à l'horizon ; ainsi, la ville de Montataire se voit contrainte de mettre en œuvre **des mesures correctives**, afin de l'éviter et de maintenir un niveau correct d'autofinancement.

Pour cela, les élus ont également décidé **de proposer une hausse des taux de la fiscalité de 3 % en 2016**, tout en s'engageant à les maintenir à ce niveau jusqu'à la fin du présent mandat.

En effet, les élus souhaitent préserver les services à la population qui se sont développés au cours de ces dernières années et faire face à leurs engagements en matière d'investissements, dans le cadre de son programme pluriannuel.

Cet objectif, et pour répondre aux besoins exprimés par les habitants, notamment en matière de services envers l'enfance et la petite enfance, l'école, le sport, la culture, le secteur social et l'entretien du patrimoine communal, a conduit les élus à présenter dans ce budget les crédits nécessaires à la poursuite de ces projets, notamment :

- Construction d'une Ecole de Musique, suite à l'étude sur les effectifs scolaires, qui a mis en exergue le besoin de disposer des locaux de l'école Jean Jaurès, actuellement mis à disposition de l'A.M.E.M.,
- Travaux «hôtel restaurant le diplomate»
- Aménagement Urbain Square «les Forges»
- Travaux au stade Marcel Coëne et Kléber Sellier : tribunes, centrales d'air, main courante
- Travaux dans les Etablissements Scolaires (Réaménagement de classes)
- Travaux dans les cimetières : reprise de concessions et étude de sol
- Travaux d'accessibilité pour répondre aux normes qui nous sont imposées d'accès aux bâtiments communaux pour les personnes à mobilité réduite,
- Travaux de signalisation,
- Aménagement de la place de la mairie,
- Bâtiments communaux : réfection des Menuiseries et des Toitures
- Reprise des murs de soutènement
- Espace Huberte d'Hocker : signalétique
- A.N.R.U. 2 – Lancement des études
- Presbytère – chantier d'insertion
- Résidence des Personnes Agées : remplacement de l'escalier de secours
- Axe Lénine Jaurès-République : aménagement des placettes
- Plan lumière

I – SECTION de FONCTIONNEMENT

1.1 – LES DEPENSES REELLES de FONCTIONNEMENT (hors intérêts de la dette)

Les dépenses réelles de cette section sont évaluées à **21 341 900 €**, soit en évolution par rapport aux prévisions 2015 de **0,76 %**. Elle reste en-deçà de ce qui est préconisé par l'article 30 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019, qui prévoit qu'à compter de 2016, le Gouvernement présente une déclinaison de l'ODEDEL (OBJECTIF D'ÉVOLUTION DE LA DÉPENSE PUBLIQUE LOCALE), pour chaque catégorie de collectivité, soit 1,2 % pour les communes ; objectif qui reste purement indicatif, comme l'impose le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales, garanti par l'article 72 de la Constitution.

Depuis de nombreuses années nous nous sommes attachés à maîtriser la progression de ces dépenses. Pour mémoire, l'évolution moyenne des charges de gestion a été de :

- **période 2001-2007 : 1,5 %**
- **période 2008-2013 : 1,9 %**
- **période 2014-2015 : 1,0 %**

Nous nous sommes ainsi rapprochés de l'objectif fixé qui consiste à obtenir une marge suffisante d'autofinancement, afin de couvrir une partie des travaux d'investissement (travaux de maintenance du patrimoine) et d'avoir un recours à l'emprunt limité.

a) Les charges à caractère général

Elles s'élèvent à **5 593 911 €** et représentent **26 %** des dépenses réelles de fonctionnement.

b) Les frais de personnel

Ce budget : **13 357 880 €**, représente **62 %** des dépenses réelles de fonctionnement. L'évolution globale est maîtrisée. La masse salariale évolue sous l'effet des augmentations de cotisations sociales notamment de retraite et d'accident de travail, sous l'effet de la revalorisation de la catégorie C, même si elle ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du pouvoir d'achat des agents, en raison des hausses de cotisations retraite. Le point de la fonction publique est par ailleurs gelé depuis juillet 2010.

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution moyenne/an
10 549	10 692	11 081	11 198	11 408	11 480	11 729	12 068	12 373	13 081	13 020	
2,28%	1,36%	3,64%	1,06%	1,88%	0,63%	2,17%	2,89%	2,53%	5,72%	-0,47%	2,15%

c) Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre traite à la fois :

- des subventions de fonctionnement attribuées aux associations,
- de la subvention versée au C.C.A.S.,
- des participations versées aux syndicats intercommunaux : piscine, base de loisirs, le ru du Thérinet et le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement et l'Entretien de la Vallée du Thérain
- Des frais de mission et de formation des élus

Les crédits de ce chapitre : 2 163 588 € restent assez stables, les crédits aux associations et autres organismes intercommunaux étant maintenus au même niveau qu'en 2015.

d) Les charges exceptionnelles et dépenses imprévues (67 et 022)

Ces crédits : 161.521 € concernent essentiellement les subventions exceptionnelles ainsi que les bourses et prix, dont les crédits sont prévus à la hausse par rapport à 2015.

Charges de gestion

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution	
							€	%
011 Charges à caractère général	5 210 538	5 395 519	5 421 300	5 471 212	5 621 905	5 593 911	- 27 994	-0,50%
<i>Evolution</i>	2,9%	3,6%	0,5%	0,9%	2,8%	-0,5%		
012 Frais de personnel	11 729 096	12 068 258	12 373 016	13 081 854	13 194 000	13 357 880	+ 163 880	+ 1,24%
<i>Evolution</i>	2,2%	2,9%	2,5%	5,7%	0,9%	1,2%		
014 Atténuation de produits	0	0	0	0			+ 0	NC
65 Autres charges de gestion	2 145 918	2 210 612	2 182 046	2 138 406	2 151 385	2 163 588	+ 12 203	+ 0,57%
<i>Evolution</i>	-1,3%	3,0%	-1,3%	-2,0%	0,6%	0,6%		
Sous total : charges de gestion courante	19 085 552	19 674 389	19 976 362	20 691 473	20 967 290	21 115 379	+ 148 089	+ 0,71%
<i>Evolution</i>	2,0%	3,1%	1,5%	3,6%	1,3%	0,7%		
67 Charges exceptionnelles	157 962	182 815	106 749	92 478	102 355	112 755	+ 10 400	+ 10,16%
<i>Evolution</i>	3,9%	15,7%	-41,6%	-13,4%	10,7%	10,2%		
Subvention versée à la RCCEM	1 600 000						+ 0	NC
68 Provision pour perte de produit TP	4 300 000						+ 0	NC
<i>Evolution</i>	1078,1%							
Sous total : charges exceptionnelles	6 057 962	182 815	106 749	92 478	102 355	112 755	+ 10 400	+ 10,16%
<i>Evolution</i>	1071,8%	-97,0%	-41,6%	-13,4%	10,7%	10,2%		
Total charges gestion et exceptionnelles	25 143 514	19 857 204	20 083 111	20 783 951	21 069 645	21 228 134	+ 158 489	+ 0,75%
<i>Evolution</i>	30,7%	-21,0%	1,1%	3,5%	1,37%	0,75%		
66 Charges financières	48 575	52 567	51 957	45 438	50 000	65 000	+ 15 000	+ 30,00%
<i>Evolution</i>	-37,5%	8,2%	-1,2%	-12,5%	10,0%	30,0%		
Sous total : charges financières	48 575	52 567	51 957	45 438	50 000	65 000	+ 15 000	+ 30,00%
<i>Evolution</i>	-37,5%	8,2%	-1,2%	-12,5%	10,0%	30,0%		
Total général (hors dépenses imprévues)	25 192 089	19 909 770	20 135 068	20 829 389	21 119 645	21 293 134	+ 173 489	+ 0,82%
<i>Evolution</i>	30,46%	-20,97%	1,13%	3,45%	1,39%	0,82%		

e) L'annuité de la dette

En 2015, nous avons réalisé le solde des emprunts contractés auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations pour réaliser les opérations ci-dessous, soit 1.260.000 € :

Emprunts réalisés au 31 décembre		
OPERATIONS	2014	2015
MAISON DE SANTE ACQUISITIONS FONCIERES PRU	1 000 000	900 000
	730 000	360 000
	1 730 000	1 260 000

Sans nouveaux emprunts, nous avons une évolution de l'annuité engagée, comme suit :

DETTE ENGAGEE AU 1er JANVIER 2016

Exercice	Capital à l'origine	En cours au 01/01/N	Capital	Intérêt	Annuité	En cours au 31/12/N
2016	6 293 729,00	5 538 199,41	237 179,85	50 873,88	288 053,73	5 301 019,56
2017	6 293 729,00	5 301 019,56	334 088,80	74 906,95	408 995,75	4 966 930,76
2018	6 293 729,00	4 966 930,76	336 059,41	74 774,51	410 833,92	4 630 871,35
2019	6 290 000,00	4 630 871,35	337 347,88	69 464,74	406 812,62	4 293 523,47
2020	6 290 000,00	4 293 523,47	339 447,85	64 112,67	403 560,52	3 954 075,62
2021	6 290 000,00	3 954 075,62	410 289,89	58 645,97	468 935,86	3 543 785,73
2022	6 290 000,00	3 543 785,73	413 454,80	52 205,56	465 660,36	3 130 330,93
2023	6 290 000,00	3 130 330,93	416 704,52	45 680,34	462 384,86	2 713 626,41
2024	6 290 000,00	2 713 626,41	420 041,59	39 080,82	459 122,41	2 293 584,82
2025	5 490 000,00	2 293 584,82	370 135,11	32 365,42	402 500,53	1 923 449,71
2026	5 490 000,00	1 923 449,71	373 654,54	26 290,49	399 945,03	1 549 795,17
2027	4 490 000,00	1 549 795,17	293 428,01	20 120,23	313 548,24	1 256 367,16
2028	4 490 000,00	1 256 367,16	294 432,78	16 562,56	310 995,34	961 934,38
2029	2 990 000,00	961 934,38	195 451,13	12 986,11	208 437,24	766 483,25
2030	2 990 000,00	766 483,25	196 483,25	10 347,52	206 830,77	570 000,00
2031	1 900 000,00	570 000,00	95 000,00	7 695,00	102 695,00	475 000,00
2032	1 900 000,00	475 000,00	95 000,00	6 412,50	101 412,50	380 000,00
2033	1 900 000,00	380 000,00	95 000,00	5 130,00	100 130,00	285 000,00
2034	1 900 000,00	285 000,00	95 000,00	3 847,50	98 847,50	190 000,00
2035	1 900 000,00	190 000,00	95 000,00	2 565,00	97 565,00	95 000,00
2036	1 900 000,00	95 000,00	95 000,00	1 282,50	96 282,50	0,00
2037	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			5 538 199,41	675 350,270	6 213 549,680	

Ainsi, l'annuité de la dette reste assez stable ; le réajustement de la programmation pluriannuelle d'investissements a permis à la ville de maintenir l'annuité à un niveau soutenable. Elle est passée de 254.043 € en 2015 à 288.054 € en 2016. Quant au montant de l'encours (montant total des emprunts restant à rembourser) il s'élève à **5.538.199 € au 1^{er} janvier 2016** contre 5.766.877 € au 1^{er} janvier 2015.

Notre ratio dette par habitant s'élève à **431 €, contre 970 €** pour les villes de la même strate (source : comptes de gestion 2013)

1.2 – LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de cette section sont estimées à **22.405.540 €**, en progression de **0,46 %**, après une hausse des taux de la fiscalité de **3 %**. Pour mémoire, en **11 ans**, sur la période 2004-2015, la ville n'a augmenté ses taux qu'en **2009 : 2 %** et en **2011 : 1 %**.

	2012	2013	Variation	2014	Variation	2015	Variation	2016	Variation
Recettes de fonctionnement	22 168 442	22 532 904	1,64%	23 007 728	2,11%	22 303 300	-3,06%	22 405 540	0,46%
Attribution de compensation	11 370 380	11 487 647	1,03%	11 487 647	0,00%	11 487 647	0,00%	11 487 647	0,00%
Recette de fonctionnement hors AC	10 798 062	11 045 257	2,29%	11 520 081	4,30%	10 815 653	-6,11%	10 917 893	0,95%
Atténuation de charges	274 494	231 491	-15,67%	247 060	6,73%	214 500	-13,18%	214 500	0,00%
Produits des services	644 975	708 001	9,77%	725 949	2,54%	650 850	-10,34%	636 850	-2,15%
Impôts et taxes	5 066 959	5 110 610	0,86%	5 519 155	8,0%	5 370 008	-2,7%	5 622 222	4,7%
<i>Produits TH-TF</i>	4 732 522	4 779 210	0,99%	4 868 768	1,87%	4 977 962	2,24%	5 184 012	4,14%
<i>FNGIR</i>	1 260	1 260	0,00%	1 260	0,00%	1 260	0,00%	1 260	0,00%
<i>FPIC</i>	30 043	72 775	142,24%	119 215	63,81%	163 136	36,84%	208 300	27,68%
<i>Rôles supplémentaires</i>	36 532	24 266	-33,58%	314 675		0		0	
<i>Droits de mutation</i>	172 150	143 541	-16,62%	126 449	-11,91%	141 000	11,51%	141 000	0,00%
<i>Autres impôts et taxes</i>	94 452	89 558	-5,18%	88 787	-0,86%	86 650	-2,41%	87 650	1,15%
Dotations et participations	4 361 417	4 581 669	5,05%	4 515 415	-1,45%	4 208 894	-6,79%	4 010 966	-4,70%
Autres produits de gestion courantes	418 398	409 670	-2,09%	404 276	-1,32%	360 400	-10,85%	422 355	17,19%
Produits exceptionnelles (Hors cessions)	31 819	3 816	-88,01%	108 225		11 001		11 000	

a) Le produit des trois taxes locales

Nous n'avons pas à ce jour la notification des bases fiscales. Nos prévisions s'élèvent à **5.184.012 €**, avec une hausse des taux de 3 % des taux et une revalorisation des bases de 1 %, prévue par la Loi de Finances pour 2016. La variation physique des bases a été réévaluée de 1 % également, mais nous avons réajusté celles du foncier bâti, pour tenir compte de la démolition du recuit continu en 2015 par Arcelor Mittal.

Produit des 3 taxes locales (estimation en 2016)

	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	BP 2016	Variations =) BP 2016/2015	
Taxe d'habitation	7 087 315	7 180 844	7 370 136	7 533 000	7 888 001	8 322 289	8 606 000	8 613 448	9 167 452	9 350 801	+183 349	+2,0%
Taxe Foncière Bâtie	9 952 521	10 184 473	11 467 436	11 594 000	11 931 149	12 103 144	12 227 000	12 431 555	12 650 538	12 750 550	+100 012	+0,8%
Taxe Foncière Non Bâtie	43 013	43 124	43 629	47 500	48 713	48 113	52 100	52 801	51 286	52 312	+1 026	+2,0%
Taux votés												
Taxe d'habitation	7,63%	7,63%	7,78%	7,78%	7,86%	7,86%	7,86%	7,86%	7,86%	8,10%	+0	3%
Taxe Foncière Bâtie	32,40%	32,40%	33,05%	33,05%	33,38%	33,38%	33,38%	33,38%	33,38%	34,38%	+0	3%
Taxe Foncière Non Bâtie	77,42%	77,42%	78,94%	78,94%	79,73%	79,73%	79,73%	79,73%	79,73%	82,12%	+0	3%
Produits												
Taxe d'habitation	540 762	547 899	573 397	586 067	619 997	654 131	676 431	677 017	720 562	757 415	+36 853	5,11%
Taxe Foncière Bâtie	3 224 617	3 299 770	3 789 988	3 831 817	3 982 618	4 040 030	4 081 373	4 149 653	4 222 750	4 383 639	+160 889	3,81%
Taxe Foncière Non Bâtie	33 301	33 387	34 441	37 497	38 839	38 361	41 540	42 099	40 890	42 958	+2 068	5,06%
TOTAL 4 taxes/3taxes	3 798 680	3 881 056	4 397 826	4 455 381	4 641 454	4 732 522	4 799 344	4 868 769	4 984 202	5 184 012	+199 810	4,01%
		2,17%	13,32%	1,31%	4,18%	1,96%	1,41%	1,45%	2,37%	4,01%		

b) Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal : il a été évalué à **208.300 €** pour suivre l'évolution nationale, non remise en cause par le gouvernement, qui prévoit une hausse de l'enveloppe de 27 % pour 2016, (nous avons perçu 162.757 € en 2015).

c) L'attribution de Compensation reversée par la Communauté d'Agglomération Creilloise s'élève à **11.487.647 €** conformément à la décision de la Commission d'Evaluation des Charges Transférées qui a statué fin 2011. Elle a remplacé l'ancienne taxe professionnelle, transférée à la C.A. (rebaptisée « Cotisation Economique Territoriale ». Elle est figée depuis.

Pour mémoire, elle peut être réévaluée à la hausse ou à la baisse à chaque nouveau transfert de charges ou dans le cas où une diminution des bases réduit le produit disponible.

d) Les Dotations de l'Etat

1) Les Allocations compensatrices

Les allocations compensatrices sont des dotations versées par l'Etat, en contrepartie des décisions d'exonérations décidées par lui au fur et à mesure des lois de finances successives ; elles jouent le rôle de variables d'ajustement et n'ont cessé de diminuer chaque année. Elles ne nous ont pas encore été notifiées ; elles sont estimées à **290.168 €**, en baisse de 72.944 €.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Fonds de Compensation pertes de produit Arcelor	2 045 356	1 534 017	1 022 678	-	-	-	-	-	-	-
FDCTP répartition (écrêtement Sollac)	22 617	13 301	2 520	-	1 260	-	-	-	-	-
Compensation DCTP salaires	81 732	65 882	46 671	42 442						
		-19,39%	-29,16%	-9,06%						
Compensation DCTP 16 %	641 589	534 648	378 747	344 431						
		-16,67%	-29,16%	-9,06%						
DOTATION UNIQUE 2011					358 204	299 446	250 564	197 221	130 298	86 000
						-16,40%	-16,32%	-21,29%	-33,93%	-34,00%
Compensation TP ZRU	80 124	84 595	44 518	35 528	Perçue par la C.A.					
		5,58%	-47,38%	-20,19%						
Compensation TP REI création d'établissements	67 662	5 049	1 723	2 683	Perçue par la C.A.					
		-92,54%	-65,87%	55,72%						
Compensation Réduction des recettes LF 2003	21 490	16 336	13 698	12 808	Perçue par la C.A.					
		-23,98%	-16,15%	-6,50%						
Subvention exo FB "personnes conditions modeste"	20 233	23 882	18 193	18 608	24 015	17 815	15 628	13 675	9 025	6 420
		18,03%	-23,82%	2,28%	29,06%	-25,82%	-12,28%	-12,50%	-34,00%	-28,86%
Compensation FB (ZFU- ZUS, baux à réhabilitation)	200 332	178 770	171 140	170 948	204 879	123 212	142 158	113 488	76 257	52 122
		-10,76%	-4,27%	-0,11%	19,85%	-39,86%	15,38%	-20,17%	-32,81%	-31,65%
Compensation T.F. (non Bâti)	6 455	6 589	6 721	6 761	9 636	9 639	9 666	9 343	8 525	7 737
		2,08%	2,00%	0,60%	42,52%	0,03%	0,28%	-3,34%	-8,76%	-9,24%
Compensation T.F/Exo longue durée							1 273	1 020	4 616	3 721
Compensation taxe d'habitation "personnes âgées"	59 768	60 981	63 101	66 786	109 044	110 809	109 440	114 842	134 168	134 168
		2,03%	3,48%	5,84%	63,27%	1,62%	-1,24%	4,94%	16,83%	0,00%
Compensation taxe additionnelle	-	-	-	569	380	-	309	569	223	-
Autres attributions et compensations - Taxe app.automatique	3 045,00	3 045	0,00	6 090	3 045	3 050				
Totaux	3 250 403	2 527 095	1 769 710	707 654	710 463	563 971	529 038	450 158	363 112	290 168
		-22,25%	-29,97%	-60,01%	0,40%	-20,62%	-6,19%	-14,91%	-19,34%	-20,09%

2) La Dotation Globale de Fonctionnement et la Dotation de Solidarité Urbaine

Le maintien de la contribution au redressement des finances publiques des Collectivités territoires devrait coûter à notre commune une baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement que ne compense pas l'évolution des dotations de péréquation. Par ailleurs, la Loi de Finances pour 2016 reconduit l'écrêtement de la dotation globale de fonctionnement, pour les villes ayant un potentiel financier par habitant supérieur à 75 % du potentiel moyen de l'ensemble des communes, ce qui est le cas de **notre ville qui a un potentiel de 1,5 supérieur à la moyenne** (écrêtement entre 0 et -3%).

Son montant passerait de 1.006.737 € en 2015 à 561.830 € en 2016. **La perte est estimée globalement à 444.907 €.**

La Dotation de Solidarité Urbaine devrait continuer à progresser comme les années précédentes pour les villes paupérisées comme la nôtre, avec une évolution estimée ici à 11,5 %.

	2013	2014	2015	2016
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT	1 628 623	1 467 294	1 006 737	561 830
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	1 551 189	1 647 831	1 950 016	2 175 219
	3 179 812	3 115 125	2 956 753	2 737 049
		-2,03%	-5,08%	-7,43%
PERTE ANNUELLE		- 64 687	- 158 372	- 219 704
PERTE CUMULEE 2014/2017		- 64 687	- 223 059	- 442 763

e) Les autres ressources

Il s'agit des produits des services (crèche et haltes garderies, halte jeux, restaurants scolaires, ateliers...) et du domaine, des subventions et participations diverses ainsi que du produit de diverses taxes (droits de mutation, taxe sur la publicité...). Elles sont estimées à **2.498.364 €**.

1.3 - L'AUTOFINANCEMENT

Le montant de notre autofinancement prévisionnel net, après remboursement de l'annuité de la dette, est estimé à **823.640 €** contre 915.759 € en 2015, hors reprise des provisions.

Capacité d'autofinancement

		2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	BP 2015	BP 2016
	Produits de fonctionnement courants	20 056 872 -10,3%	20 249 114 + 1,0%	21 385 607 + 5,6%	23 013 120 + 7,6%	25 880 151 + 12,5%	22 168 442 -14,3%	22 532 904 + 1,6%	23 007 728 + 2,1%	22 303 300 -3,1%	22 405 540 + 0,46%
+	Reprise sur Provisions	400 000	0	0	500 000	0	0	2 400 000	600 000	600 000	
+	FNPTP perte de produit TP	2 045 356	1 534 017	1 022 678	0	0	0	0	0	0	0
	Total produits	22 502 228	21 783 131	22 408 285	23 513 120	25 880 151	22 168 442	24 932 904	23 607 728	22 903 300	22 405 540
-	Charges de gestion courantes	17 966 281 + 1,7%	18 398 109 + 2,4%	19 020 836 + 3,4%	18 868 224 -0,8%	20 843 514 + 10,5%	19 857 204 -4,7%	20 083 111 + 1,1%	20 783 951 + 3,5%	21 122 541 + 1,6%	21 276 900 + 0,73%
-	Provisions pour risques (perte de produit TP)	534 000	34 000	500 000	365 000	4 300 000	0	0	0	0	0
=	Excédent brut fonctionnement	4 001 947	3 351 022	2 887 448	4 279 896	736 637	2 311 238	4 849 793	2 823 777	1 780 759	1 128 640
-	Annuité de la dette	1 807 892,77	1 487 258	1 332 750	1 253 262	734 476	394 924	380 740	373 800	265 000	305 000
=	Capacité autofinancement nette ou Besoin de financement de l'annuité	2 194 054 0	1 863 764 0	1 554 698 0	3 026 634 0	2 161 0	1 916 315 0	4 469 053 0	2 449 977 0	1 515 759 0	823 640 0
	Epargne hors FNPTP perte de produit TP	148 698	329 747	532 020	3 026 634	2 161	1 916 315	4 469 053	2 449 977	1 515 759	823 640
	<i>Autofinancement Provisions neutralisées</i>	2 328 054	1 897 764	2 054 698	2 891 634	4 302 161	1 916 315	2 069 053	1 849 977	915 759	823 640

II – SECTION d'INVESTISSEMENT

1.1 – LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (hors capital de la dette)

Elles s'élèvent à **6.198.980 €**.

Elles se répartissent comme indiqué ci-dessous :

- a) Les opérations nouvelles d'investissement pour un montant de 4.778.180 €
- b) Les travaux de Maintenance du Patrimoine pour un montant de 900.030 €
- c) Les Acquisitions de Matériel et de Mobilier pour un montant de 379.880 €
- d) Les Acquisitions foncières pour un montant de 84.230 €

- e) Subventions d'équipement pour la somme globale de 56.660 € concernant respectivement : la prise en charge par la ville des annuités relatives aux travaux d'aménagement du centre commercial des Martinets, la participation de la ville aux travaux d'accessibilité dans les transports réalisés par la C.A.C. 2^{ème} tranche, ainsi que notre participation aux études Gare Cœur d'Agglo et sur le Commerce réalisées par la C.A.C.

1.2 – LES RECETTES REELLES d'INVESTISSEMENT + autofinancement net

Elles s'élèvent à **6.198.980 €** et se répartissent comme suit :

- a) 1.760.000 € de subventions diverses (Etat, région, département...),
- b) 920.000 € de Fonds de Compensation de la T.V.A., amendes de police, taxe d'aménagement et autres participations
- c) 719.340 € Cessions d'immobilisations (vente du patrimoine)
- d) 823.640 € d'autofinancement net
- e) 1.976.000 € d'emprunt